

# BE-FAST

## Data Infrastructure and Indicators for Fast Monitoring of Social and Labour Market

DUREE  
1/12/2022 – 1/12/2024

BUDGET  
533 734 €

### DESCRIPTION DU PROJET

La pandémie de Covid-19 a alimenté la nécessité de disposer de données opportunes et d'une capacité de surveillance suffisante pour une élaboration efficace des politiques. En Belgique, le groupe de travail Impact social COVID-19 (WG SIC) est salué comme une bonne pratique : le groupe a réussi à divulguer une richesse inédite de données administratives dans un délai très court afin d'informer les décideurs et le processus politique par le biais de rapports et d'un suivi réguliers. Pourtant, malgré ces progrès rapides, plusieurs questions fondamentales sont restées sans réponse, tandis que l'effet de la pandémie et les réponses politiques qui ont suivi sur les conditions socio-économiques et le niveau de vie de groupes spécifiques et vulnérables de la société étaient et sont toujours mal compris. Bien que la divulgation rapide de données gouvernementales opportunes sur les positions sur le marché du travail et la perception de prestations ait été extrêmement utile, l'infrastructure de données existante n'est pas correctement configurée pour surveiller l'impact des chocs soudains, et ce pour plusieurs raisons : (1) les données et les indicateurs suffisamment opportuns pour surveiller rapidement l'impact sont fournis par des agences gouvernementales et des organismes de sécurité sociale distincts au niveau global, ce qui rend ces données inadaptées au suivi des transitions entre les systèmes de protection sociale, tandis que les données liées au niveau individuel ne sont disponibles qu'avec un délai trop long pour être utiles à un suivi rapide. (2) Si la situation du ménage (par exemple, le fait d'avoir un partenaire qui travaille ou non, ou d'avoir des enfants) est d'une importance capitale pour évaluer les conditions de vie des individus, les données actualisées concernent les individus plutôt que les ménages. (3) Les données actuelles comprennent des informations sur les personnes qui ont effectivement droit à des prestations ou à des mesures politiques en vertu de la législation en vigueur, à l'exclusion de celles qui n'ont pas droit à la protection sociale. Cela signifie que le degré de protection sociale et l'impact de la pandémie sur les revenus de ceux qui sont passés à travers les mailles du filet de sécurité sont restés insaisissables.

Le projet BE-FAST met en place l'infrastructure de données nécessaire pour suivre rapidement l'évolution de la situation sociale et du marché du travail afin de guider les réponses politiques futures. Le projet poursuivra ses objectifs de recherche par le biais des sept activités de recherche suivantes :

1. Nous réalisons un examen détaillé des sources de données administratives existantes en vue d'un suivi socio-économique rapide ;
2. Nous fournissons une vue d'ensemble des indicateurs potentiels nécessaires pour couvrir tous les groupes à risque, en nous appuyant sur l'expertise du Service de lutte contre la pauvreté dans l'identification des groupes à risque pendant la pandémie de Covid-19, en étroite collaboration avec les organisations de première ligne et de base et les acteurs de la société civile ;
3. Nous menons des entretiens avec des courtiers en données publics et privés afin d'identifier des sources de données potentielles mais sous-utilisées, notamment des données d'entreprise et en ligne à haute fréquence ;
4. Nous évaluons et calibrons les outils existants qui ont été développés avant et pendant la pandémie de Covid-19, y compris les outils de prévision immédiate, et nous examinons dans quelle mesure ils sont fiables et utiles à des fins de surveillance ;
5. Nous développons un tableau de bord d'indicateurs pour surveiller les changements dans l'emploi et les transitions dans et hors des prestations de sécurité sociale, l'utilisation et le recours aux mesures de protection sociale, et la part d'individus n'ayant droit à aucune mesure existante ;



# BE-FAST

6. En étroite collaboration avec les représentants des institutions de sécurité sociale et les fournisseurs de données, nous fournissons un plan et un guide étape par étape sur la façon de construire ces indicateurs et de nouveaux indicateurs à des fins de suivi futur ;

7. Nous identifions les lacunes en matière de données et les " signaux d'alarme ", et nous examinons dans quelle mesure de nouveaux efforts de collecte de données peuvent être menés à l'avenir pour combler ces lacunes, y compris une évaluation du potentiel du futur panel belge de probabilité en ligne ACTS-OPP.

Toutes ces activités aboutiront à une boîte à outils de surveillance socio-économique qui guidera l'élaboration des politiques futures et soutiendra la recherche universitaire. Le consortium BE-FAST est composé de deux partenaires universitaires (le Centre de recherche sociologique de la KU Leuven et le Centre de politique sociale Herman Deleeck) et de l'institution interfédérale Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale (CPS). Le CPS entretient des liens étroits avec les organisations de lutte contre la pauvreté et les organisations de base et d'autres parties prenantes dans tout le pays. Ils transposeront dans les données leur vaste expérience pratique des populations vulnérables. Nous travaillerons en étroite collaboration pour nous assurer que notre champ d'action est inclusif, en accordant l'attention nécessaire aux populations difficiles à atteindre et en couvrant correctement les groupes vulnérables qui sont actuellement sous-représentés dans les données administratives utilisées pour surveiller les effets de la pandémie par le GT SIC. Ils seront également essentiels pour identifier les lacunes dans les données.

## COORDONNEES

### Coordinateur

**Prof. dr. Wim Van Lancker**  
Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven)  
Centre for Sociological Research  
[wim.vanlancker@kuleuven.be](mailto:wim.vanlancker@kuleuven.be)  
[www.spsw.be](http://www.spsw.be)

### Partenaires

**Prof. dr. Sarah Marchal**  
Universiteit Antwerpen (UAntwerpen)  
Centre for Social Policy  
[sarah.marchal@uantwerpen.be](mailto:sarah.marchal@uantwerpen.be)  
<https://www.uantwerpen.be/en/research-groups/csb/>

## LIENS